



## Bulletin d'information sur les pesticides

N°9 – Septembre 2022

### Actualités juridictionnelles



#### **USA : L'EPA doit revoir sa décision d'autoriser le glyphosate**

Le 17 juin 2022, la Cour d'appel du 9<sup>ème</sup> circuit des États-Unis a [ordonné](#) à l'Agence de protection de l'environnement des États-Unis (EPA) de revoir ses conclusions sur la sécurité de l'utilisation du **glyphosate**.

Aux États-Unis, les pesticides doivent faire l'objet d'une validation par l'EPA pour être autorisés. Selon la Constitution américaine, les pesticides qui causent des effets négatifs déraisonnables sur l'environnement doivent être exclus. La validation par l'EPA ne peut être accordée que si la norme de sécurité du FIFRA (*Federal Insecticide, Fungicide and Rodenticide Act*) est respectée. Cette norme fait référence à la nécessité de ne présenter « aucun risque déraisonnable pour l'homme ou l'environnement, compte tenu des coûts et avantages économiques, sociaux et environnementaux de l'utilisation de tout pesticide ».

En 2020, l'EPA avait renouvelé sa [décision](#) d'autoriser le glyphosate, principe actif du Roundup, l'herbicide le plus utilisé au monde, produit par Monsanto. Selon l'Agence, le glyphosate ne présentait aucun risque déraisonnable pour l'environnement et la santé humaine, alors même que le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) avait produit en 2015 une évaluation classant le glyphosate comme cancérogène probable pour l'homme. Le CIRC s'était appuyé sur des études scientifiques indépendantes, vérifiées par des pairs et publiées dans des revues scientifiques, alors que l'EPA a principalement [considéré](#) les études soumises par Monsanto et des entreprises ayant des intérêts prépondérants dans l'autorisation de la substance.

La décision rendue par la cour ce 17 juin répond aux actions en justice introduites par deux groupes de demandeurs, *Natural Resources Defense Council* (NRDC) et *Pesticide Action Network North America* (PANNA) d'une part et *Center for Food Safety* (CFS), *Beyond Pesticides*, *Rural Coalition*, *Organización en California de Lideres Campesinas*, et *Farmworker Association of Florida* d'autre part, qui ont été jointes. Les pétitionnaires affirment, entre autres, que l'EPA n'a pas convenablement évalué si le glyphosate pouvait causer des cancers, et n'a pas respecté ses obligations issues de l'*Endangered Species Act* (ESA).

La Cour d'appel fédérale a exprimé son accord avec les requérants, et a ordonné à l'EPA de réexaminer sa conclusion de 2020 selon laquelle le glyphosate ne présentait aucun risque pour la santé des personnes qui y étaient exposées, par quelque moyen que ce soit, tels que dans la cour, les fermes, les bords de route ou sous forme de résidus laissés sur les récoltes. Selon la cour, l'analyse du glyphosate réalisée par l'EPA est « [défectueuse](#) ».

Le CFS a qualifié cette décision de victoire historique pour les travailleurs agricoles et l'environnement. Cette décision est d'autant plus intéressante qu'elle intervient dans un contexte où les producteurs et vendeurs de glyphosate sont très exposés. Bayer, qui a racheté Monsanto en 2018, fait face à des milliers de procès dans lesquels des utilisateurs de l'herbicide Roundup soutiennent que l'exposition au produit a été déterminante dans l'apparition de leur cancer.

Selon **Jay Feldman**, directeur exécutif de *Beyond Pesticides*, « Grâce à cette action en justice, l'obstruction de l'agence au processus réglementaire ne sera plus tolérée », et « L'EPA devrait commencer à orienter la production alimentaire vers des pratiques et des matériaux alternatifs moins toxiques qui répondent à son obligation légale ».

Alors que l'Union européenne est en plein processus d'examen des évaluations pour le renouvellement de l'autorisation du glyphosate sur son territoire, ce rappel à l'ordre à l'intention de l'EPA devrait inciter les autorités de régulation à prendre les précautions nécessaires pour rendre une décision raisonnable et en accord avec les constatations scientifiques les plus fiables, ce qui veut dire rejeter la demande de renouvellement de l'autorisation du glyphosate.

*Si vous êtes arrivé jusqu'ici, pouvez-vous faire encore un tout petit effort pour nous permettre de continuer ce travail d'investigation et d'information pour aider les victimes de pesticides ?*

*Justice Pesticides a besoin de vous.*

**Je donne à Justice Pesticides**

[Retour au site de Justice Pesticides](#)